

AMNESTY INTERNATIONAL

Document public

Index AI : AMR 51/009/2007 (Public)
Bulletin n° : 004
ÉFAI
10 janvier 2007

Cinq ans sans procès ni aucun contact avec sa famille... C'est ça l'Amérique ?

De Khalid Al Odah

Songez à ce qui suit. Au cours des cinq dernières années, les États-Unis, pays le plus puissant de la planète, ont renversé Saddam Hussein, dictateur implacable. Déchu en 2003, Saddam Hussein a ensuite été capturé par les forces américaines, puis jugé, déclaré coupable et exécuté.

Au cours de ces cinq années, le Pape Jean-Paul II, Ronald Reagan et Yasser Arafat sont morts. Le dirigeant bien-aimé du Koweït, Sheikh Jaber al Sabah, n'est plus et nous avons un nouveau chef d'État, un nouveau prince-héritier, un nouveau Premier ministre et un nouveau Parlement.

Il s'est passé tant de choses durant ces cinq ans, et pourtant pour mon fils Fawzi, détenu à Guantánamo Bay depuis le 11 janvier 2002, le temps s'est arrêté. Fawzi a passé ses journées dans une cellule de 2 m sur 2,50 m, souvent placé à l'isolement, sans avoir le droit d'entrer en contact avec sa famille. Même dans les couloirs de la mort américains les condamnés sont mieux traités. Le traitement réservé à Fawzi l'a marqué à vie et notre famille également. Et pourquoi ?

Lorsque nous avons appris la détention de Fawzi en 2002, optimistes, nous pensions qu'il serait jugé dans quelques mois tout au plus et que son innocence serait démontrée. Après tout, les Américains croient sans nul doute à la justice, aux procès menés dans des délais raisonnables, sans recourir à des châtiments cruels ni inhabituels ; ils doivent croire que les hommes sont innocents tant que leur culpabilité n'a pas été prouvée et que personne n'est au-dessus des lois. Tout cela est consacré dans la Constitution des États-Unis et le système judiciaire américain.

Pourtant, il n'y a pas eu de procès équitable mené dans un délai raisonnable. Bien au contraire. Le gouvernement américain n'a pas accordé d'audience avant des années. Lorsqu'il l'a fait, ce fut une mascarade, puisque les juges n'étaient pas indépendants du geôlier. Aucune démocratie n'a jamais agi de la sorte. Pourquoi l'Amérique ?

Confiants dans le système américain, ma famille et moi-même avons porté nos doléances devant les tribunaux américains. Le gouvernement du président Bush a usé de tout son pouvoir pour nous faire barrage. Toutefois, après plus de deux ans de collaboration avec le système judiciaire américain, nos espoirs vacillants ont été ravivés : la Cour suprême des États-Unis a statué dans l'affaire *Rasul c. Bush* que les tribunaux américains étaient habilités à se prononcer sur la légitimité de la détention de ressortissants étrangers.

Avec cet arrêt, notre confiance dans le système américain semblait récompensée. Mais une nouvelle fois, le gouvernement du président Bush a fait de l'obstruction vis-à-vis de ses propres tribunaux fédéraux. Loin de mettre en place des audiences devant un juge indépendant, le gouvernement américain a instauré des tribunaux militaires dont les membres relevaient de son autorité. Ni indépendance, ni procédure régulière, ni justice.

En juin 2006, alors que Saddam Hussein était jugé en Irak, la Cour suprême des États-Unis a une nouvelle fois statué contre le gouvernement et confirmé la requête d'un prisonnier de Guantánamo dénonçant les procès devant les commissions militaires instaurées par le président Bush. Pourtant, trois mois et demi plus tard, le Congrès américain a compromis toute comparution devant un tribunal indépendant en promulguant la Loi sur les commissions militaires. Cette loi empêche mon fils de contester sa détention dans le cadre d'une requête en *habeas corpus* – droit fondamental de tout prisonnier – et dispose qu'il sera jugé devant un tribunal qui n'est pas indépendant, ne respecte pas des délais raisonnables, ne lui offre pas la possibilité de choisir son défenseur, ne lui garantit pas l'accès aux preuves présentées contre lui, n'exclut pas les preuves extorquées sous la torture et ne donne aucun délai pour sa remise en liberté. Ainsi, ce système de détention illimitée sans aucun contact avec les familles, sans précédent aux États-Unis, perdure... et entre dans sa 6^e année.

En tant que père, je suis anéanti par ce système américain qui prive mon fils d'un procès équitable dans un délai raisonnable et de tout contact avec sa famille. Les prisons ne sont pas destinées à être confortables, je le comprends fort bien. Mais notre fils et les autres détenus de Guantánamo sont bien plus sanctionnés que des criminels reconnus coupables : maintenus dans une impasse juridique, totalement ignorants du sort qui leur est réservé et privés de tout contact avec leurs proches. Assurément, si ce n'est pas le modèle américain, c'est l'illustration même d'un châtement cruel et inhabituel.

Notre fils est un homme honorable et charitable, qui s'est rendu dans la région située à la frontière du Pakistan et de l'Afghanistan en 2001 pour mener des actions caritatives, aider les pauvres et enseigner. Au lendemain des attaques du 11 septembre 2001, notre fils a tenté de fuir la région et de rentrer chez nous au Koweït. En route, il a été capturé par des chasseurs de primes pakistanais qui l'ont immédiatement remis aux forces américaines. Notre fils est une victime des circonstances, pas une menace pour les États-Unis. Je suis persuadé que si Fawzi était inculpé et jugé par un tribunal indépendant, il serait acquitté et libéré.

Si le gouvernement du président Bush pense que mon fils est dangereux, qu'il compte parmi ceux que certains responsables américains ont dénoncé comme étant « *les pires des pires* », que redoute le président de la première puissance du monde en lui accordant un procès devant la justice de ce pays ? Que craint le président en autorisant notre fils à comparaître devant une cour de justice américaine indépendante, compétente pour juger des meurtriers, des violeurs, des voleurs de banque, des gangsters et le poseur de bombe d'Oklahoma City, Timothy McVeigh ?

J'ai toujours pleinement confiance dans les valeurs américaines et le système judiciaire américain. Mais après cinq années de déception, je ne peux plus croire que le gouvernement du président Bush soit enclin à défendre ces valeurs.

À l'occasion du 5^e anniversaire de Guantánamo Bay, j'espère et je prie pour que justice soit rendue aux hommes qui y sont incarcérés avant que nous n'ayons l'occasion de célébrer le 6^e. Je remercie Amnesty International et tous ceux qui m'aident à lutter au nom de ces hommes qui ne peuvent pas se défendre eux-mêmes.

Que Dieu continue à bénir l'Amérique, et que les jeunes hommes emprisonnés à Guantánamo soient jugés ou libérés.